

Le défi de la COVID-19

Un rapport consacré aux segments de population à faible et moyen revenu : réussites, difficultés, souffrances et nouvelles opportunités dans le contexte de la COVID-19

Un point de vue multi-pays : Bangladesh, Inde, Indonésie, Kenya et Ouganda

Juin 2020



À propos de ce rapport

- Les cinq premiers mois de 2020 ont été difficiles pour tous. Ils ont été marqués par la crainte constante d'être exposé à l'infection, les nouvelles de proches et de connaissances touchés par la maladie, la disparition d'êtres chers et la perte de revenus. Pour beaucoup, les repas ont été moins copieux, tandis que pour d'autres, le travail non rémunéré a augmenté.
- Dans ce rapport, nous nous intéressons aux [ménages à faible et moyen revenu](#), qui ont des revenus incertains et irréguliers. Dans les foyers à faible et moyen revenu, le revenu quotidien de la famille se situe entre 0 et 12 USD. La COVID-19 est exactement le genre d'événement qu'ils ont toujours craint. Leur histoire faite de courage et d'adaptation mérite d'être connue, car elle apporte un éclairage essentiel au moment où les [taux de pauvreté dans le monde](#) sont voués à augmenter. Nous commençons par des suggestions de politiques spécifiques dans les diapositives 3 à 7, suivies de diapositives qui présentent plus en détail les résultats de l'étude.
- Entre le 1^{er} et le 17 avril 2020, nous avons interrogé 604 ménages à faible et moyen revenu au Bangladesh, en Inde, en Indonésie, au Kenya et en Ouganda. Nous présentons la synthèse des résultats quantitatifs et qualitatifs de ces discussions dans les diapositives suivantes.
- Nous vous invitons également à consulter l'analyse interactive des données [ici](#).

Principaux auteurs

Akhand Tiwari

Rahul Chatterjee

Graham A. N. Wright

Équipes pays

Inde : Prairna Kaul, Gayatri, Manoshij Banerjee

Bangladesh : Mimansa Khanna, Jakirul Islam

Indonésie : Agnès Salyanty, Rahmatika Febrianti, Alfa Gratia Pelupessy

Kenya : Nancy Kiarie, Olivia Obeiro, Evelyne Matibe, Anup Singh

Ouganda : Doreen Ahimbisibwe

Remerciements

Responsable de la qualité des données : Mohak Srivastava

Aide à la collecte des données : Balram, Ravi Kaushal, Sachin et Lal Bahadur qui ont facilité le processus de collecte des données en Inde

Aide à la révision : Manoj Sharma, Parul Tandon

Aide à la correction : Rahul Ganguly

Aide à la conception : Kamiya Satija

Les pouvoirs publics ont réussi à sensibiliser les citoyens et à les inciter à adopter des pratiques correctes, mais des lacunes importantes subsistent

Le segment à faible et moyen revenu a des connaissances, des attitudes et des pratiques adéquates - mais cela ne suffit pas. Les gouvernements souhaiteraient garantir à 100 % une connaissance des aspects cruciaux, comme par exemple les principaux symptômes et les mesures de prévention, et s'assurer que tout le monde les mette en pratique.

Quels sont les points positifs ?



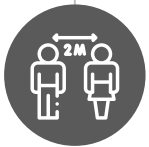
Connaissance

- **Près de 90 %** des personnes interrogées savent que la toux et la fièvre peuvent être des symptômes de la COVID-19



Attitude

- **82 %** pensent que la maladie est très souvent mortelle. Un pourcentage similaire considère que le fait de rester chez soi ou de pratiquer la distanciation sociale est le moyen le plus sûr de prévenir la propagation de la COVID-19



Pratiques

- **77 %** pratiquent la distanciation sociale
- **98 %** se lavent les mains avec du savon et respectent les règles d'étiquette pour la toux

Quels sont les écarts critiques entre la connaissance et l'action ?

- **36 %** seulement savent que l'essoufflement figure parmi les symptômes les plus courants de la COVID-19 en plus de la toux et de la fièvre
- **28 % seulement** connaissent l'existence de la ligne d'assistance téléphonique pour la COVID-19 et se rappellent du numéro d'appel
- Il existe beaucoup d'idées fausses sur les mesures de prévention et les remèdes potentiels (voir [diapositive 12](#) pour plus de détails)
- **17 % seulement** utilisent un masque (16 % chez les femmes et 17 % chez les hommes)
- Il existe un écart de **7 %** entre hommes et femmes en termes de mise en pratique de la distanciation sociale

Les gouvernements peuvent améliorer le caractère ciblé et inclusif des plans de communication sur la COVID-19 afin de susciter des changements de comportement spécifiques chez les femmes et chez les hommes

Lutter contre les idées fausses

Il est essentiel de réfuter les idées fausses.

Si la télévision en Asie et la radio en Afrique sont des canaux d'information fiables, les médias sociaux et le bouche à oreille sont les principales sources d'idées fausses. Les pouvoirs publics devraient se servir de ces médias et d'autres moyens de communication interpersonnels, comme par exemple les agents de santé communautaires, pour lutter contre les idées fausses. L'OMS a lancé sa campagne « [Stop the Spread](#) » pour lutter contre la désinformation et a déjà commencé à travailler avec le gouvernement britannique.

Se focaliser sur le genre

Les gouvernements doivent s'efforcer de toucher les femmes dans le cadre de [plans](#) spécifiques :

- Identifier les canaux qui sont au contact des femmes, comme par exemple les IMF, les groupes d'épargne, etc.
- Étudier la possibilité d'impliquer des « faiseurs d'opinion » (agents de santé et leaders de groupe par exemple) dans les [discussions](#) avec les femmes, car c'est le moyen de communication le plus efficace.

Prioriser les messages

La visibilité des trois principaux messages a besoin d'être augmentée :

- **Quand** s'inquiéter : toux et fièvre
- **Que** faire : distanciation sociale, masques
- **Où** aller : centre de traitement le plus proche pour la COVID-19, ligne d'assistance téléphonique

Diversifier les canaux d'information

Les responsables politiques doivent élargir les sources d'information pour y inclure des « faiseurs d'opinion » crédibles, comme par exemple le [personnel des IMF](#), les [agents financiers](#) et d'autres qui sont en contact régulier avec les ménages à faible et moyen revenu.



L'économie domestique est le principal souci des ménages à faible et moyen revenu

Alors que 78 % des ménages à faible et moyen revenu ont perdu leur emploi ou une partie de leurs revenus, 65 % dépendent de leurs économies pour survivre ; l'alimentation est leur principal souci, suivi de la perte de revenus. Des programmes de développement des compétences peuvent préparer les ménages à faible et moyen revenu au monde post-COVID.

- Une grande partie du segment à faible et moyen revenu devra reconstruire ses moyens de subsistance lorsque le monde se rouvrira. Des programmes de formation ou de perfectionnement visant à renforcer les compétences, en matière par exemple d'utilisation de plateformes digitales, de services électriques et électroniques ou de transformation des produits alimentaires locaux, leur permettront de mieux participer à l'économie locale. Le programme de [carte pré-emploi](#) en Indonésie en est un exemple.
- Des programmes spécifiques de développement des compétences et des moyens de subsistance pour les femmes doivent constituer une stratégie de base. Lorsqu'il s'agit de subvenir aux besoins de leur famille, **les femmes sont plus susceptibles que les hommes de se trouver à court d'options (14 % au lieu de 8 %)**, car elles n'ont ni revenu, ni prêt, ni épargne, ni soutien du gouvernement.



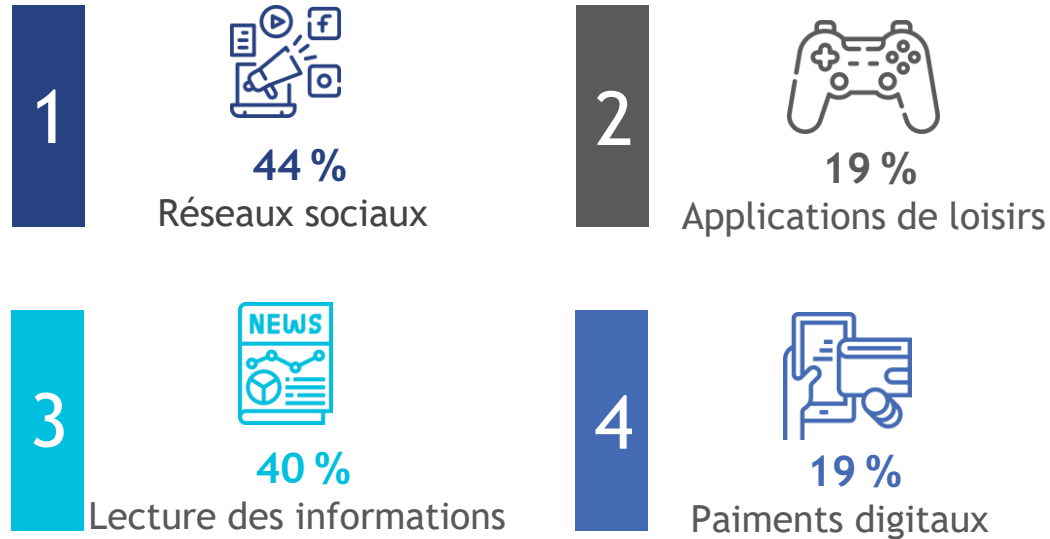
- Le renforcement des infrastructures rurales et semi-urbaines, à savoir les routes, les réseaux téléphoniques, l'Internet et l'électricité, sera d'une grande utilité. L'amélioration des infrastructures permettra de relier les acteurs locaux aux marchés. Le développement de l'activité économique offrira de nouvelles possibilités d'emploi et de génération de revenus aux travailleurs à faible et moyen revenu.*
- Les administrations locales doivent être incitées, sur la base de leurs résultats, à mettre en œuvre des programmes de développement des infrastructures, des compétences et des moyens de subsistance.

• Se référer aux diapositives [20-24](#) pour plus de détails.
• [Des études](#) réalisées par des chercheurs de l'Université du Minnesota et de l'école de santé publique T. H. Chan de Harvard montrent que l'épidémie de COVID-19 pourrait durer de 18 à 24 mois et ne s'arrêtera pas tant que 60 à 70 % de la population n'est pas immunisée.
• La distanciation sociale est appelée à durer, comme l'indiquent des articles [ici](#) et [ici](#).
• Dans presque tous les pays étudiés, les gouvernements ont mis en place des programmes d'assistance alimentaire et monétaire. Ces programmes ont toutefois un coût énorme pour les gouvernements et ils ne se prolongeront pas indéfiniment.

Le segment à faible et moyen revenu affiche un comportement favorable au digital, ce qui est bon signe pour les gouvernements qui souhaitent en faire la voie de la croissance économique

Les responsables politiques doivent néanmoins avoir conscience de la fracture digitale avant de s'engager dans un programme digital « tous azimuts ».

- Pour plus de la moitié du segment à faible et moyen revenu (57 %), le temps passé sur le téléphone a augmenté.



- Les femmes souffrent d'un obstacle structurel : elles ont un accès plus limité aux smartphones (**écart de 14 % entre hommes et femmes**)
- 40 % des personnes appartenant au segment à faible et moyen revenu ont réduit leurs visites dans les agences bancaires. Pour les banques, c'est l'occasion de s'engager pleinement dans le digital et de développer un réseau solide d'agents de retraits et dépôts d'espèces (CICO : cash-in/cash-out).

Se référer aux diapositives 27 à 29 pour plus de détails

* La notion d'oralité désigne les modes de pensée, d'expression et de gestion de l'information dans les sociétés où les techniques de littératie (notamment l'écriture et l'impression) ne sont pas maîtrisées par la majorité de la population.

L'impulsion des pouvoirs publics en faveur du digital devrait :

- Mettre davantage l'accent sur le développement des infrastructures, comme par exemple la connectivité Internet à haut débit et les applications en langues locales
- Intégrer les principes de l'oralité* et de la centralité du genre à la conception des interfaces utilisateurs
- Protéger les nouveaux utilisateurs digitaux du risque de fraude, qui est appelé à se développer en ces temps incertains
- Mener des campagnes de communication fréquentes pour informer le public des **précautions à prendre sur les plateformes digitales** (ne pas communiquer son mot de passe ou son code confidentiel, ne pas cliquer sur des liens inconnus, ne pas croire aux appels qui promettent de l'argent, etc.)
- Motiver et récompenser le personnel de terrain qui est en première ligne et a de bons rapports avec la communauté (agents CICO, personnel des IMF, travailleurs de la santé) pour renforcer la confiance des utilisateurs et les aider à résoudre leurs problèmes
- Introduire une stratégie spécifique de sensibilisation des femmes, un élément crucial du développement du digital, afin d'améliorer leur accès aux appareils digitaux et leur donner confiance pour l'utilisation des services digitaux

Les femmes risquent d'être oubliées dans la réponse à la pandémie ; il sera essentiel d'adopter une approche centrée sur le genre pour concevoir et mettre en œuvre des politiques et des programmes

- Le ralentissement économique aura un impact sur les entreprises appartenant à des femmes. Celles-ci se trouvent en grande partie dans le secteur des services, qui a été le plus durement touché. La vie économique des femmes sera touchée de manière disproportionnée.
- Les travaux ménagers non rémunérés ont augmenté – 33 % du segment à faible et moyen revenu estime que la charge de travail non rémunéré des femmes a augmenté – plus en Asie (54 %) qu'en Afrique (12 %).

Une approche centrée sur le genre implique de répondre à des questions comme celles indiquées ci-dessous :

- Comment s'assurer que l'aide alimentaire parvienne aux femmes (lors de la conception d'un programme de distribution alimentaire) ?
- Comment s'assurer que les prestataires de services financiers accordent des crédits aux femmes dans le cadre des diverses mesures de soutien financier annoncées par la plupart des gouvernements** ?
- Comment s'assurer que les femmes reçoivent les informations dont elles ont besoin en matière de prévention de la COVID-19 ?
- Comment s'assurer que les femmes soient concernées par les efforts accrus de sensibilisation au digital ?



Les programmes spécifiques de promotion de l'égalité des sexes dans la vie économique et sociale sont importants



Il est nécessaire de développer et d'organiser des centres d'entrepreneuriat féminin qui apportent un soutien personnalisé au développement des entreprises. Ces centres offrent des services tels que l'accès à l'information et des renseignements sur la manière de se constituer des réseaux. Des méthodes ou des agences de notation spécialisées pour les entreprises féminines, ou les deux, peuvent également être développées (voir aussi *MSC Strategic Insights #7*)



La pandémie est également l'occasion de montrer clairement que les travaux ménagers sont des travaux non rémunérés, effectués principalement par les femmes au sein du foyer. À court terme, les responsables politiques peuvent diffuser des messages par le biais de la télévision ou de la radio pour sensibiliser la population au fardeau économique assumé par les femmes au sein de leur foyer. La reconnaissance de leur importance pourrait changer la manière dont les femmes sont traitées dans les communautés, notamment en ce qui concerne la violence fondée sur le sexe, la liberté de choix et les normes dominantes pour les soins aux personnes.

- Se référer aux diapositives de données détaillées pour l'analyse ventilée par sexe : les diapositives 15 et 28 mettent spécifiquement l'accent sur les aspects liés au genre en matière de connaissances et de situation économique des ménages.
- Au début du mois de janvier 2020, avec le soutien de la FDC, nous avons mené une étude sur les facteurs de réussite de 335 micro-entreprises détenues par des femmes dans 10 districts de l'Inde. Cette étude a permis de faire ressortir trois facteurs clés : l'orientation client, le sens des affaires et la stratégie commerciale. Seul un tiers des entreprises dirigées par des femmes sont viables et rentables.
- **Les gouvernements de l'Inde, du Bangladesh, de l'Indonésie, du Kenya et de l'Ouganda ont annoncé des programmes de soutien de cette nature.

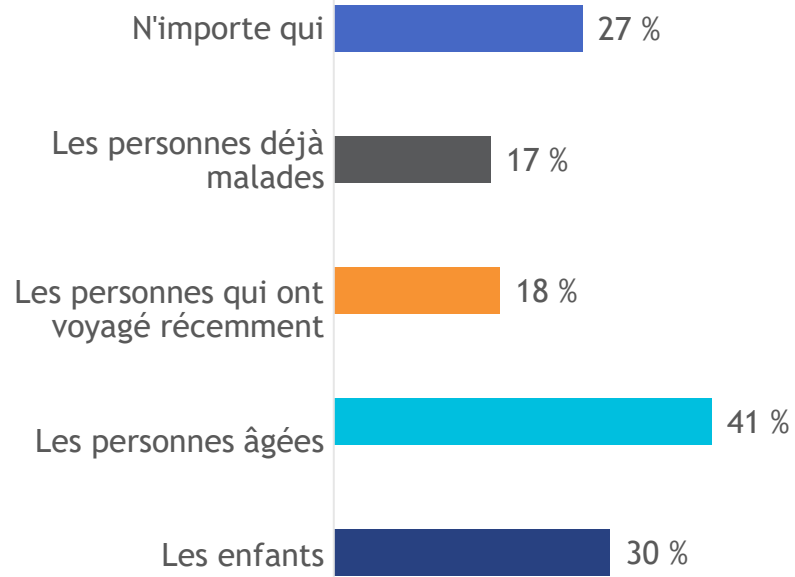
Aperçu détaillé des données :
Connaissance de la COVID-19
par les segments à faible et
moyen revenu



Dans tous les pays, la télévision est une source majeure d'information sur la pandémie

Les Bangladais sont les moins au courant des risques de contamination : 24 % déclarent ne pas savoir quelles sont les personnes les plus exposées au risque de contamination par le coronavirus.

Catégories de population les plus susceptibles d'être touchées par la COVID-19*



Les autres réponses comprenaient les femmes (6 %) et les hommes (3 %)

* Plusieurs réponses autorisées

Voisins/commerces de proximité/amis/membres de la famille

Alors que les Kenyans et les Ougandais préfèrent se fier à la radio, les Indonésiens aiment lire le contenu des médias sociaux. Dans tous les pays, les femmes préfèrent converser !



La télévision (76 %) et les médias sociaux (56 %) sont les deux principales sources d'information sur la pandémie, suivies de la radio (39 %) et des réseaux sociaux# (32 %)



Les journaux (14 %) et les représentants du gouvernement (12 %) ne sont pas de réelles sources d'information



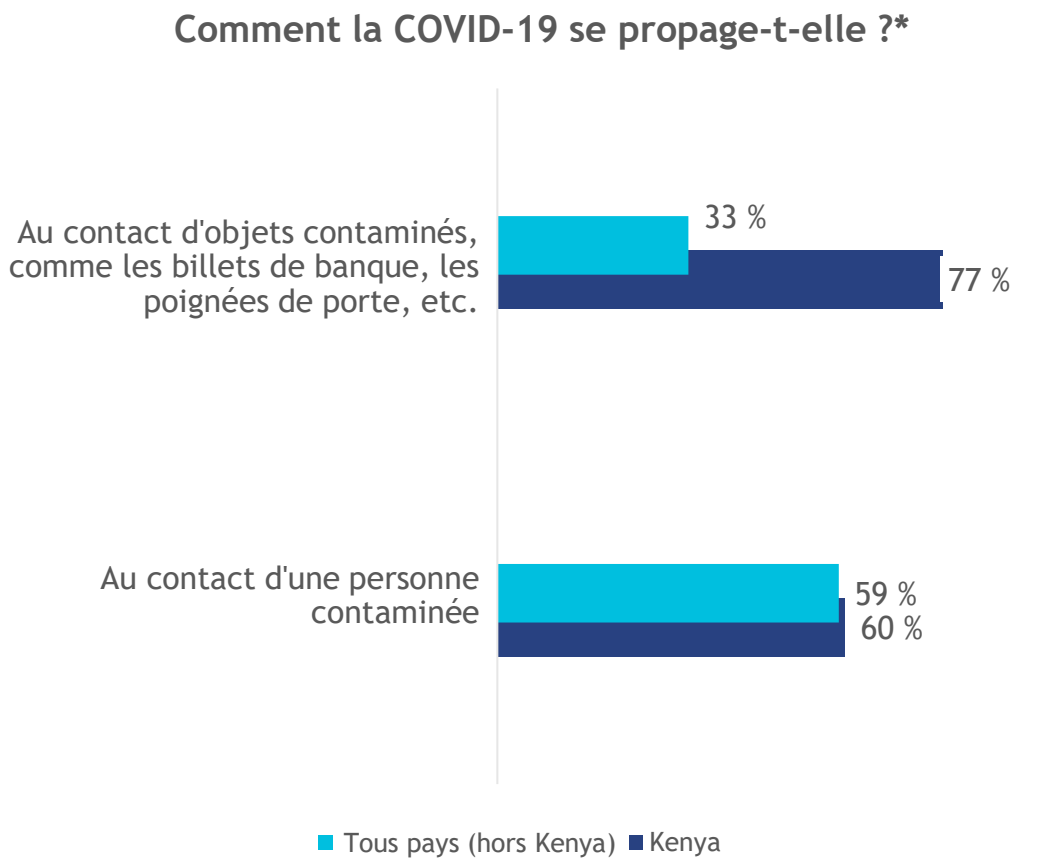
Les médias sociaux sont un canal très important en Indonésie (80 %), tandis que la radio est extrêmement populaire dans les pays africains (Ouganda : 80 %, Kenya : 63 %)



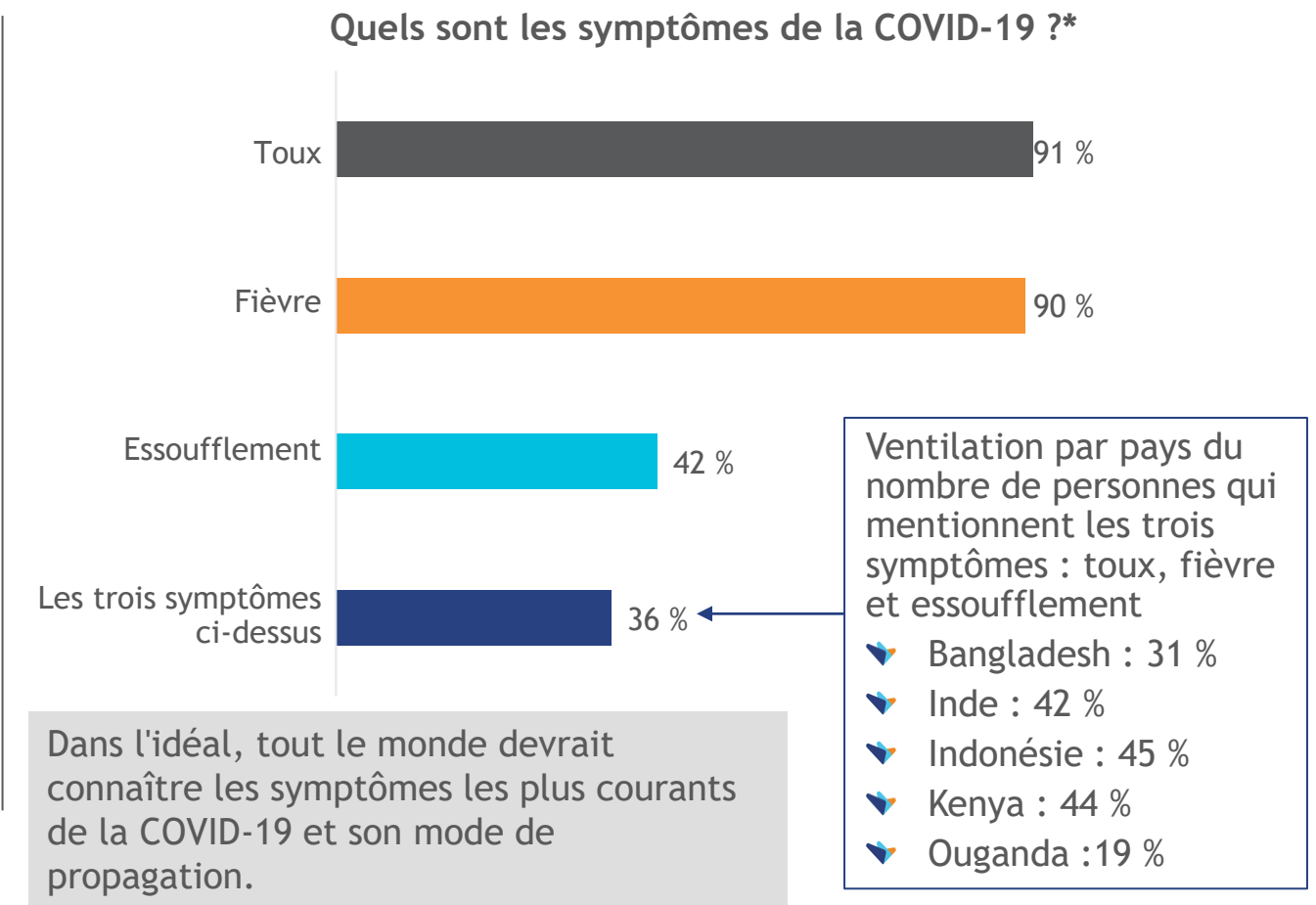
Les réseaux sociaux# sont une source d'information beaucoup plus importante pour les femmes (40 % contre 25 % pour les hommes)

Le segment à faible et moyen revenu a une bonne connaissance de la COVID-19, malgré quelques lacunes importantes

Les messages les plus couramment entendus sont que le coronavirus peut être évité par la distanciation sociale (71 %) et que le respect de l'hygiène et de la propreté tue le virus (42 %).



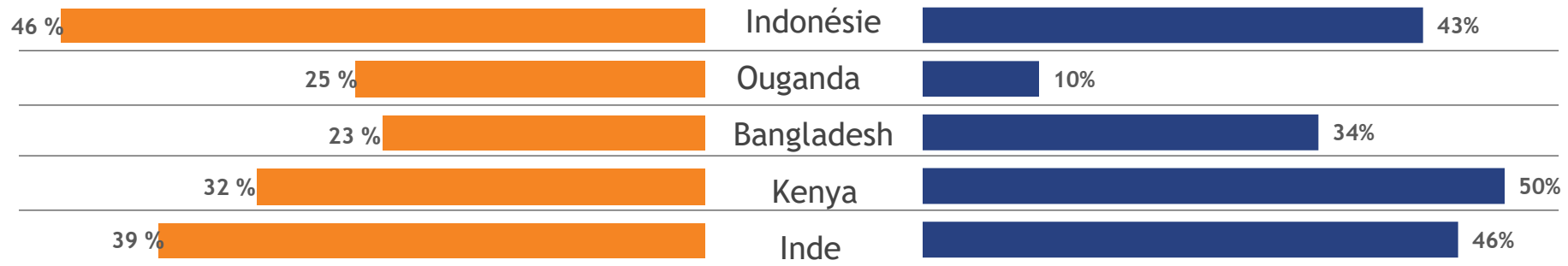
* Au Kenya, la question a été traitée comme une question à réponses multiples et dans quatre autres pays, elle a été traitée comme une question à réponse unique. Pour remédier à cette différence dans la collecte des données, nous présentons cet indicateur séparément pour le Kenya et les autres pays.



Les femmes sont les plus concernées par ces lacunes de connaissance

L'écart de connaissance entre hommes et femmes des symptômes les plus courants varie selon les pays.

En dehors de l'Ouganda et de l'Indonésie, les femmes sont moins susceptibles que les hommes de connaître les trois symptômes les plus courants de la COVID-19, à savoir la toux, la fièvre et les difficultés respiratoires.



Et ce, bien que la majorité (62 %) des personnes interrogées aient indiqué que le niveau de connaissance de l'infection par le coronavirus était le même entre hommes et femmes.

Qui connaît le mieux la maladie dans votre famille ?



- Les hommes et les femmes savent aussi bien
- Les hommes en savent plus que les femmes
- Les femmes en savent plus que les hommes

Les idées fausses et les mauvaises pratiques, bien que peu répandues, sont malgré tout présentes dans le monde entier

Dans l'ensemble des pays, il existe de nombreux remèdes maison pour soigner ou prévenir la COVID-19.

Messages entendus à propos de la maladie COVID-19

- En Inde, la COVID-19 est diffusée par quelques communautés ou groupes spécifiques - intentionnellement ou non
- Le virus de la COVID-19 est une expérience scientifique qui a mal tourné
- Certains symptômes courants de la maladie COVID-19 sont les suivants : nez qui coule (54 %), maux de tête (24 %), visage qui devient pâle (21 %), vertiges (15 %).

Remèdes locaux pour prévenir ou soigner la maladie COVID-19

58 % des personnes interrogées (76 % en Indonésie) mentionnent également des médicaments ou des solutions locales pour lutter contre la pandémie, comme par exemple :

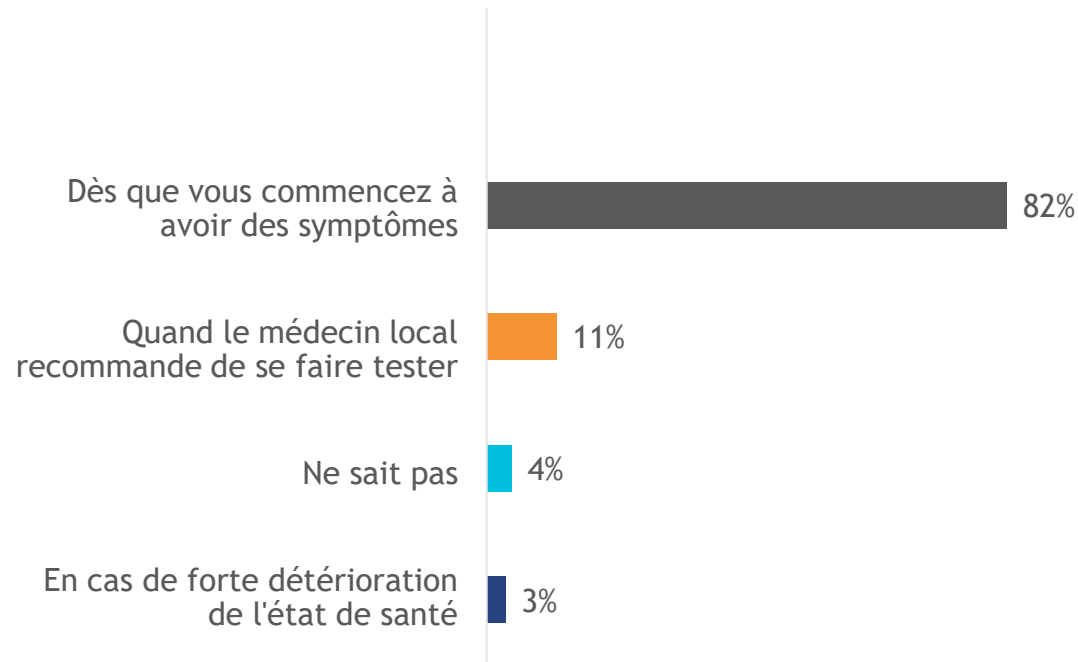
- Inde : feuilles de peepal (*ficus religiosa*) dans de l'huile, eau chaude, eau citronnée, feuilles et pâte de neem (*azadirachta indica*), herbes ou épices pour renforcer l'immunité, mantras chantés, médicaments antipaludéens ou pour la pneumonie
- Kenya : azithromycine, ibuprofène, alcool, feuilles de neem (*azadirachta indica*), thé noir, et un mélange traditionnel de citrons, gingembre, ail et eau chaude
- Indonésie : curcuma, citronnelle, tisanes, galangal, feuilles de bétel, sucre de palme - tout cela à titre préventif
- Bangladesh : paracétamol, chloroquine
- Ouganda : marcher pieds nus

- « J'ai augmenté ma consommation de waragi (un gin local brut). On m'a dit que le virus ne peut pas attaquer un corps saturé de waragi » (un habitant de l'Ouganda)
- « Il faut toujours prendre de l'eau chaude avec du citron matin et soir, cela aidera à tuer le virus » (un habitant du Kenya)

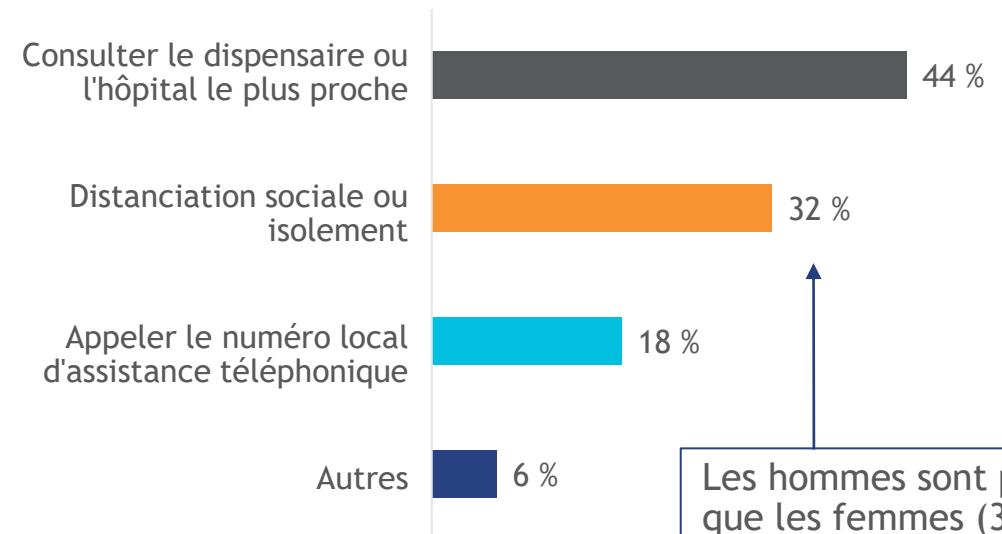
La plupart des personnes à faible et moyen revenu savent où et quand aller se faire tester

- 98 % des personnes interrogées déclarent que les laboratoires publics ou figurant sur les listes du gouvernement sont l'endroit où se rendre pour se faire tester et soigner en cas de contamination.
- 62 % des personnes interrogées indiquent qu'une prise en charge médicale est l'étape suivante en cas de symptômes de la COVID-19.

Quand faut-il se faire tester ?



Que faut-il faire immédiatement si quelqu'un présente des symptômes de la COVID-19 ?

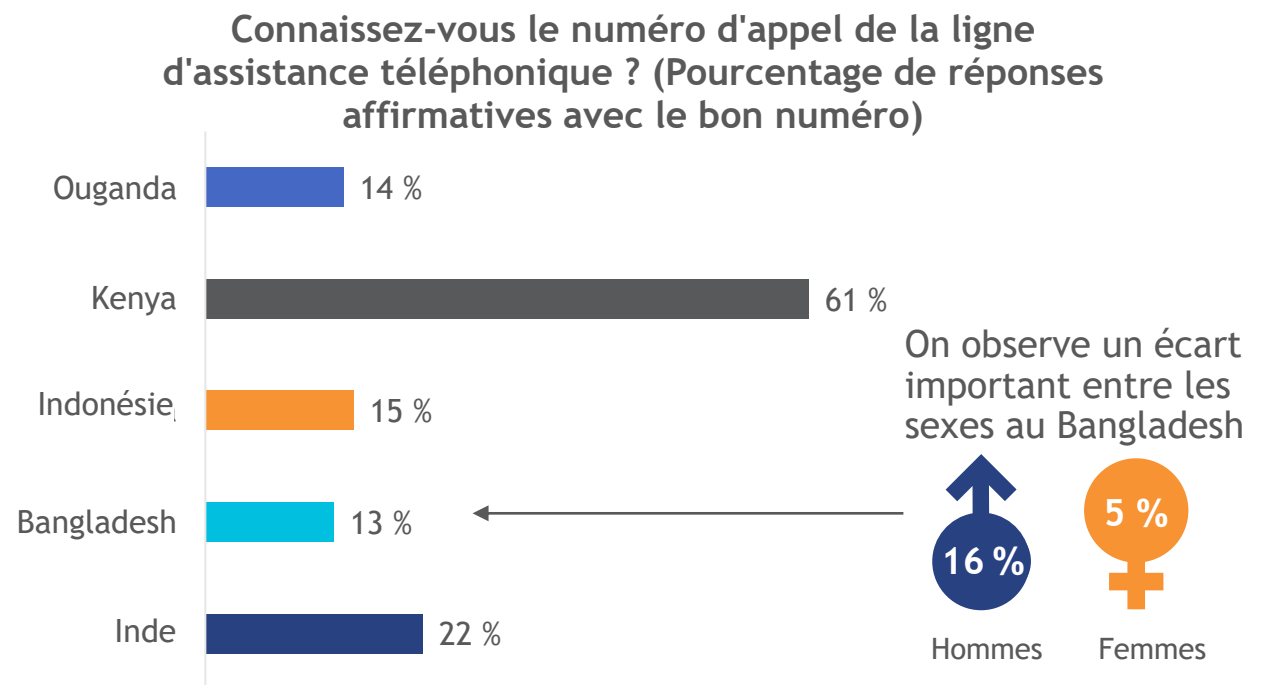


Les hommes sont plus nombreux que les femmes (36 % au lieu de 26 %) à citer la distanciation sociale ou l'isolement comme étape suivante en cas de symptômes.

28 % seulement des personnes interrogées connaissent l'existence d'une ligne d'assistance téléphonique COVID-19

- Bien que les cinq pays étudiés disposent d'une ligne d'assistance téléphonique spéciale COVID-19, sa notoriété est relativement faible. 32 % des personnes interrogées connaissent l'existence d'une ligne d'assistance mais ne se rappellent pas du numéro.
- La notoriété de la ligne d'assistance téléphonique COVID-19 est exceptionnellement forte au Kenya.
- Les femmes sont moins susceptibles que les hommes de se rappeler du numéro d'appel COVID-19 (24 % contre 31 %).

Pays	Numéro d'appel COVID-19
Ouganda	0800100066 0800203033
Kenya	719
Indonésie	119
Bangladesh	10655 01944333222
Inde	23978046 Appel gratuit : 1075 (Plusieurs États ont aussi des lignes d'assistance téléphonique)



« Je sais qu'il existe une ligne d'assistance téléphonique, mais je ne me rappelle pas du numéro » (un marchand ambulant en Inde)

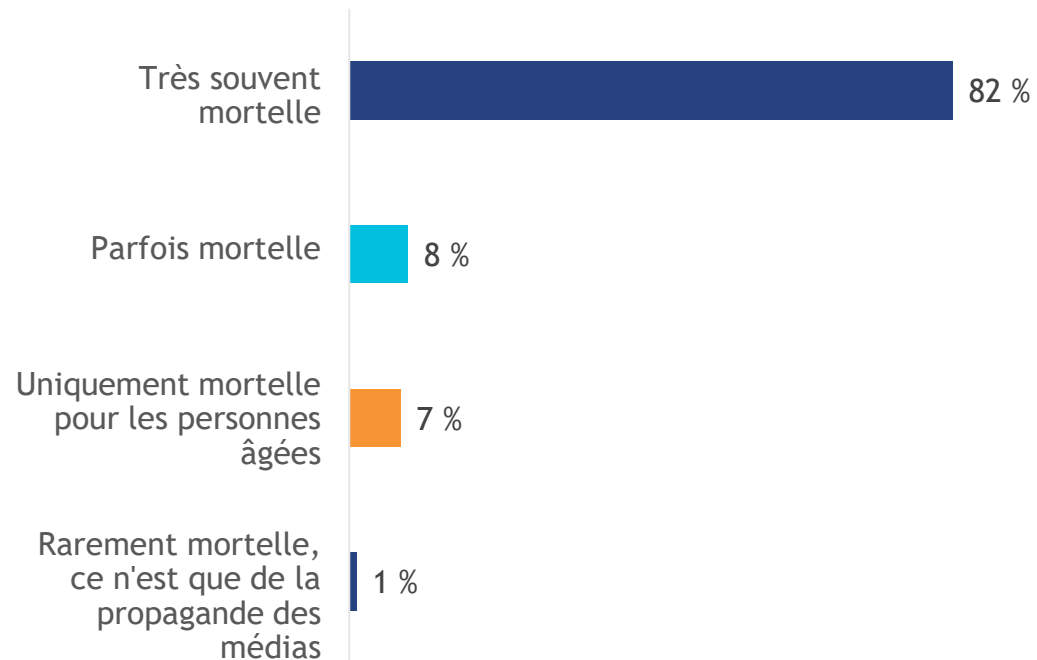


Aperçu détaillé des données : Attitudes et pratiques

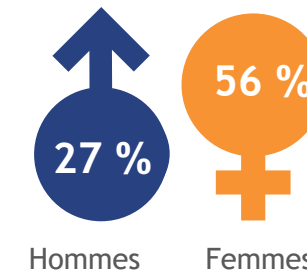
Près de 80 % des personnes interrogées pensent que la COVID-19 est mortelle

En raison du biais de disponibilité, la plupart des personnes interrogées (hommes et femmes) estiment que la COVID-19 est très souvent mortelle.

Quel est le degré de mortalité de la COVID-19 ?



- En Indonésie, 45 % seulement des personnes interrogées pensent que la COVID-19 est très souvent mortelle. Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à penser qu'il s'agit d'une maladie mortelle.
- En Indonésie, 40 % des personnes interrogées pensent que la COVID-19 est mortelle uniquement pour les personnes âgées.

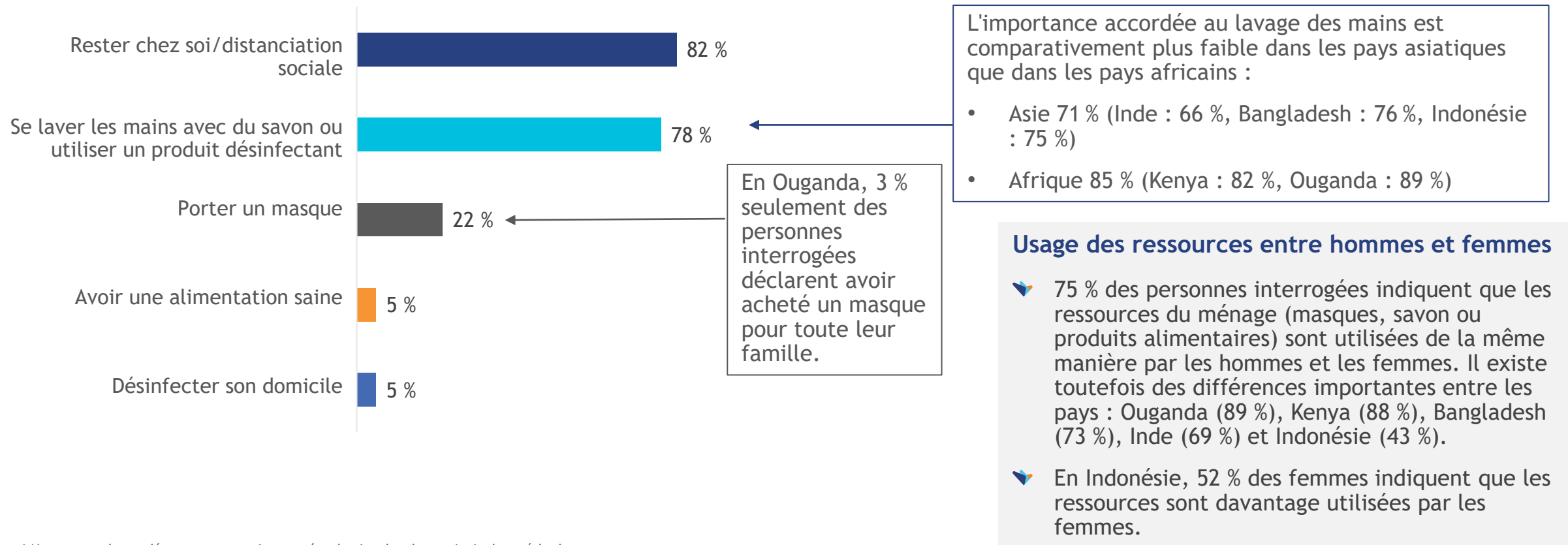


« C'est une maladie très souvent mortelle, mais c'est tout ce que je sais... » (un agriculteur du nord de l'Inde)

La distanciation sociale et le lavage approprié des mains sont considérés comme les deux mesures de prévention les plus efficaces contre le virus*

Les personnes interrogées pensent que le meilleur moyen de prévenir la maladie est la distanciation sociale (82 %), suivie du lavage des mains (78 %). L'utilisation des masques arrive loin derrière en troisième place (22 %).

Quelle est selon vous la méthode de prévention la plus efficace contre la COVID-19 ?*

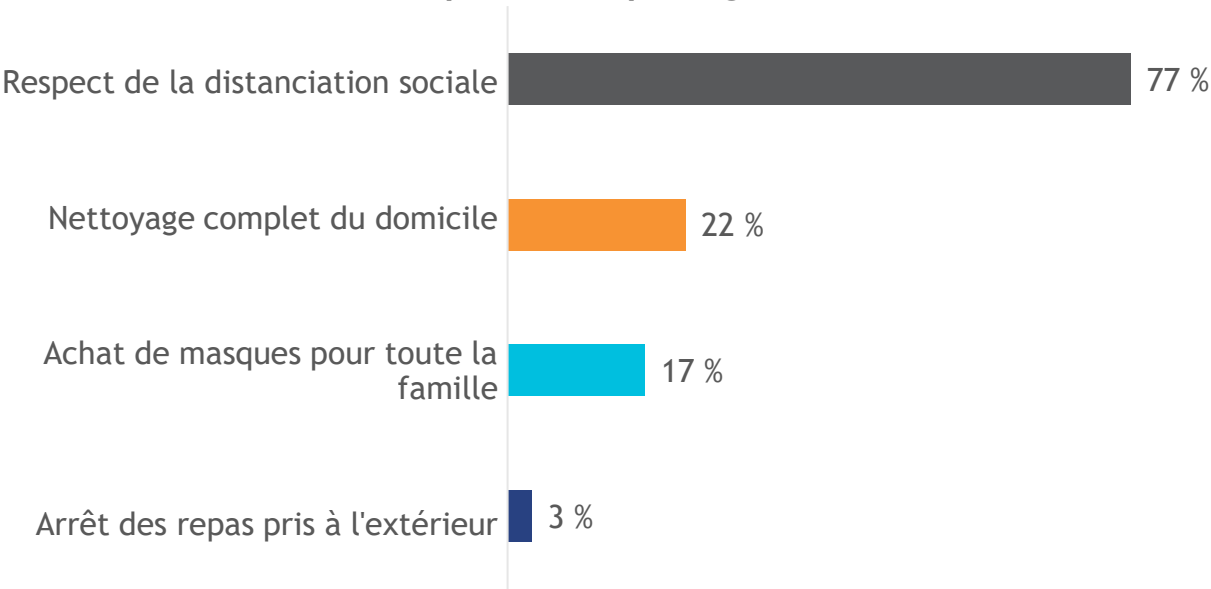


* Nous avons demandé aux personnes interrogées de citer les deux principales méthodes

L'écart entre la connaissance et l'action# apparaît limité en ce qui concerne la distanciation sociale et le lavage des mains

Nos données font apparaître un écart de 20 % entre la connaissance et l'action pour la distanciation sociale et un écart de 2 % pour le lavage des mains.

Quelles sont les mesures que vous ou votre famille avez prises pour vous protéger de la COVID-19 ?*



En Indonésie, les personnes interrogées déclarent se concentrer en majorité sur le nettoyage du domicile (50 %), suivi de la distanciation sociale (30 %) et de l'achat de masques pour la famille (25 %).

* Plusieurs réponses autorisées

Écart entre la connaissance et l'action : la personne interrogée est au courant d'une mesure de prévention particulière, mais ne l'applique pas. Nous mesurons cet écart en faisant un calcul croisé entre ceux qui savent que la distanciation sociale et le lavage des mains sont des mesures de prévention et ceux qui les respectent.

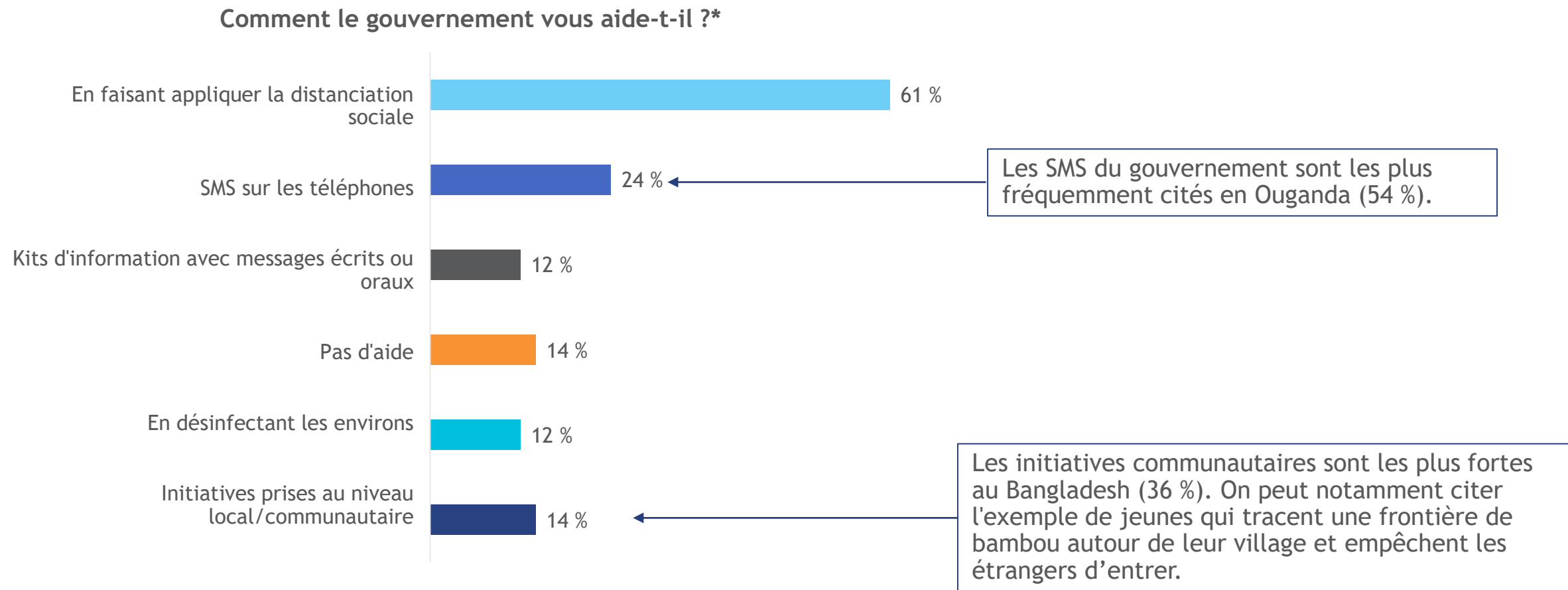
Remarque : pendant la période de collecte des données, tous les pays concernés par l'étude étaient en phase de confinement strict (Inde, Bangladesh) ou partiel/limité (Kenya, Ouganda), sauf l'Indonésie.

Quelles sont les pratiques dominantes ?

-  98 % des personnes interrogées déclarent se laver les mains avec du savon.
-  98 % des personnes interrogées respectent certaines règles d'étiquette pour la toux : 52 % se couvrent la bouche avec un mouchoir, 27 % se couvrent le visage avec le coude et 19 % toussent ou éternuent dans leurs mains.
-  31 % des personnes interrogées sortent encore tout en respectant la distanciation sociale.
-  62 % des personnes interrogées sont complètement confinées ou ne sortent qu'en cas d'urgence.

On observe une forte sensibilisation aux mesures de prévention prises par les pouvoirs publics pour contrôler la propagation de la pandémie

Dans les cinq pays, plus de la moitié ou près de la moitié des personnes interrogées mentionnent l'application de la distanciation sociale en tant que principale réponse du gouvernement.



* Plusieurs réponses autorisées



Aperçu détaillé des données :
Impact sur la situation
économique des ménages

Les ménages à faibles revenus sont confrontés à une grave crise économique : 78 % des personnes interrogées ont cessé de gagner leur vie ou ont des revenus réduits

Les mesures drastiques de distanciation sociale et de confinement ont entraîné une perte de revenus.

L'épidémie de la COVID-19 a-t-elle affecté vos revenus professionnels ?



- Baisse des revenus
- Perte d'emploi
- A cessé de toucher un salaire
- Pas de changement dans les revenus
- Autre*

* La réponse « autre » comprend les retards de règlement et les paiements partiels

- « Mon patron a décidé de fermer le restaurant à cause de l'épidémie. Maintenant, je n'ai plus de revenus » (un vendeur de gâteaux en Indonésie)
- « La plupart de mes revenus provenaient auparavant de transferts vers l'aéroport. Depuis que les vols ont cessé, je n'ai plus d'activité » (un chauffeur de taxi dans une ville du Kenya)

Pourquoi vos revenus ont-ils été touchés ?



- Je ne peux pas sortir pour aller travailler
- Il y a moins de clients qui font des achats
- Mon employeur a arrêté de travailler

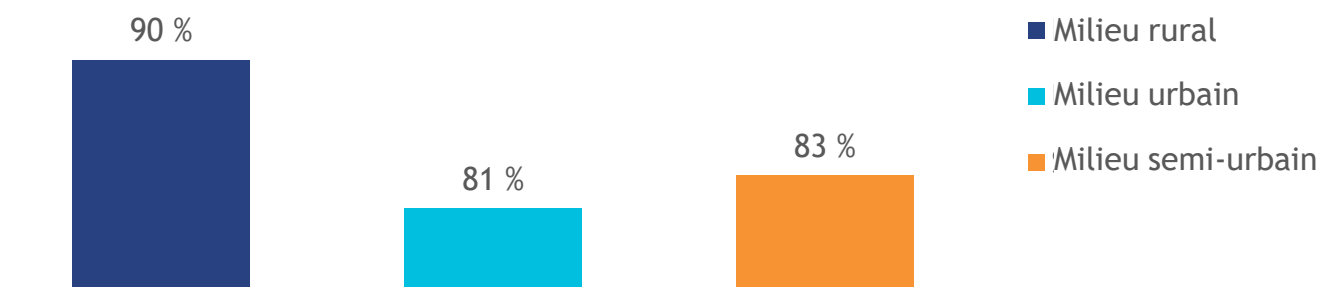
- En Indonésie, au Kenya et en Ouganda, les hommes et les femmes font état d'un impact presque identique sur leurs revenus.
- En Inde, les hommes sont plus nombreux que les femmes (16 % contre 7 %) à déclarer que leurs revenus n'ont pas changé, même après la pandémie. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les hommes sont plus nombreux que les femmes à occuper des emplois dans le secteur public.
- Au Bangladesh en revanche, les femmes sont plus nombreuses que les hommes (27 % contre 16 %) à déclarer que leurs revenus n'ont pas changé. 36 % des femmes déclarent qu'elles ont un salaire pour subvenir à leurs besoins, contre 19 % des hommes.

* Pendant la période de collecte des données, tous les pays concernés par l'étude étaient en phase de confinement strict (Inde, Bangladesh) ou partiel/limité (Kenya, Ouganda), sauf l'Indonésie.

Les témoignages tristes et préoccupants sont monnaie courante chez les ménages à faibles revenus

Globalement, dans les pays soumis à des mesures de confinement (*lockdown*),# 45 % des ménages font état de problèmes financiers et 32 % d'entre eux mentionnent également des restrictions alimentaires.

Pourcentage de personnes faisant état d'une réduction ou d'une disparition de leurs revenus (par localisation)



- La crise économique est plus grave dans les zones rurales. Voir également [ici](#) et [ici](#).
- À l'exception de l'Indonésie (65 %), un nombre important de personnes interrogées dans les zones rurales font état d'une variation de leurs revenus.
- En Indonésie, l'une des principales raisons de la baisse des revenus est l'arrêt du travail par l'employeur (28 %).
- Cette différence en Indonésie pourrait s'expliquer par le confinement plus tardif du pays.*

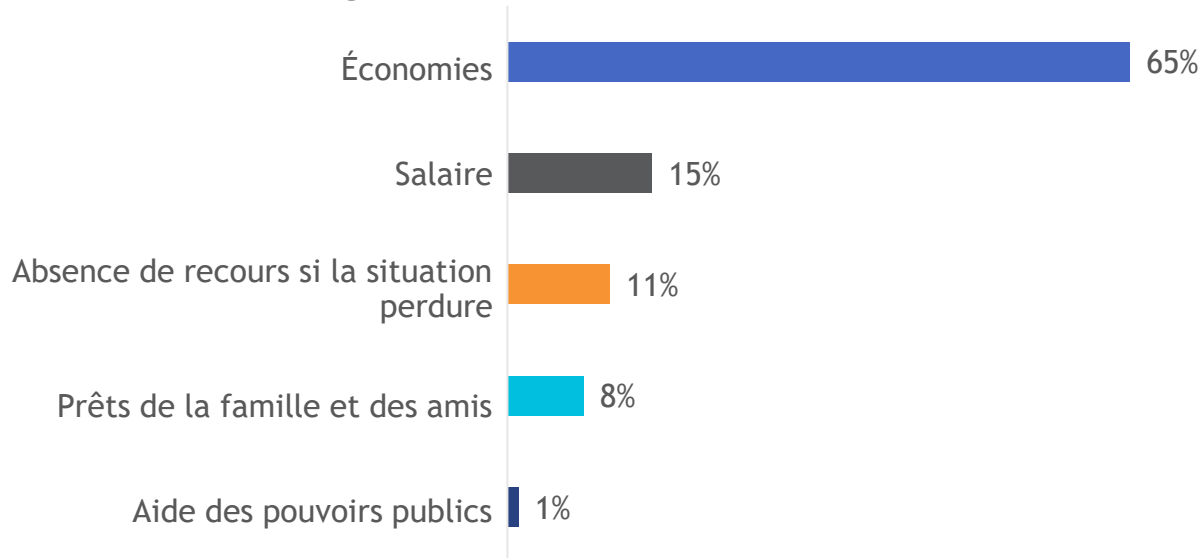
- « Comme je ne gagne plus d'argent, nous prenons un petit déjeuner composé de porridge, d'eau et de patates douces vers 11 heures. Le repas suivant fait office à la fois de déjeuner et de dîner à 19h00. Nous continuerons de faire un seul repas jusqu'à ce que la situation se stabilise » (un homme d'affaires dans une région rurale de l'Ouganda)
- « Nous allons mourir de faim et pas du coronavirus si le confinement dure plus de 10 jours » (un tireur de pousse-pousse au Bangladesh)
- « C'est la saison de Pâques. D'habitude, à cette époque de l'année, nous faisons beaucoup de chiffre d'affaires. Mais cette année, à cause de la COVID-19, nous n'avons rien fait » (un marchand de fruits et légumes au Kenya)

* Pendant la période de collecte des données, tous les pays concernés par l'étude étaient en phase de confinement strict (Inde, Bangladesh) ou partiel/limité (Kenya, Ouganda), sauf l'Indonésie.

Pour la plupart (65 %), les économies s'épuisent ; mais pour beaucoup (20 %), ce n'est même pas une option

Les gens survivent principalement grâce à leurs économies. 15 % des personnes interrogées au Bangladesh et en Ouganda et 22 % en Indonésie déclarent qu'elles ne pourront pas survivre si la situation continue.

Comment vous débrouillez-vous ?*



- Les habitants des zones rurales (69 %) sont plus susceptibles que ceux des zones urbaines (59 %) ou semi-urbaines (58 %) de dépendre de leur épargne.
- L'Inde (78 %) et l'Ouganda (79 %) affichent une forte dépendance envers l'épargne. Au Kenya, elle est de 65 % et de 33 % pour l'Indonésie.
- Au Bangladesh, où 39 % dépendent aujourd'hui de l'épargne, il existe une énorme différence entre le niveau de dépendance des femmes (18 %) et celui des hommes (47 %).
- En outre, au niveau mondial, les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'indiquer qu'elles sont à court d'options pour s'en sortir (14 % au lieu de 8 %).

- « Je ne sais pas... Je suis une mère célibataire. J'ai beaucoup de dettes. Je n'ai plus d'économies. Peut-être que j'emprunterai de l'argent ... mais à qui, à part mon patron ? » (une employée de maison en Indonésie)
- « Si le confinement dure encore deux jours de plus, je vais me suicider, car je ne veux pas voir mes enfants souffrir de la faim » (un tireur de pousse-pousse au Bangladesh)

* Il était demandé aux personnes interrogées de citer leur principale source de revenus

Inde, Bangladesh, Kenya, Ouganda. Notre équipe avait terminé la collecte des données avant l'annonce du confinement à l'échelle de tout le pays en Indonésie

La charge de travail non rémunéré a augmenté pour les femmes

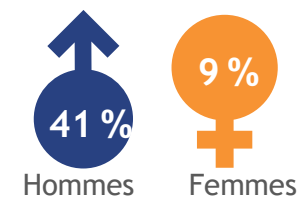
- En Asie, si 59 % des hommes concèdent que le travail des femmes a augmenté, les femmes ne partagent pas le même sentiment à l'égard des hommes ; très peu de femmes en Indonésie (18 %), en Inde (9 %) et au Bangladesh (0 %) pensent que la charge de travail des hommes a augmenté.
- Au Kenya (6 %) et en Ouganda (9 %), très peu d'hommes pensent que le travail des femmes a augmenté. 1 % des femmes en Ouganda et aucune femme au Kenya considèrent que le travail des hommes a augmenté.

Comment le travail domestique (en matière notamment de ménage et d'hygiène) a-t-il changé dans votre foyer ?

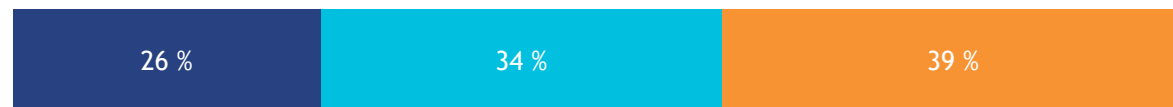


- A augmenté pour l'homme
- A augmenté pour la femme
- Est devenu plus égal
- A toujours été égal

Bangladesh : le travail est-il devenu plus égal ?

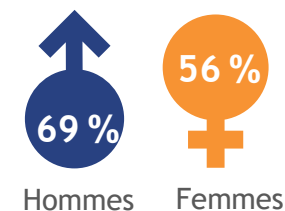


Qui s'occupe principalement de la santé de la famille (en donnant par exemple des compléments alimentaires pour renforcer l'immunité, en soignant les malades, en prenant des rendez-vous chez le médecin) ?



- L'homme
- La femme
- Les deux à part égale

Ouganda : le travail est-il devenu plus égal ?



« Je déteste cette situation. Mon travail à la maison a tellement augmenté ! » (une travailleuse journalière de l'Inde)

Les gouvernements réfléchissent à des interventions pour apporter un soutien économique aux ménages pauvres

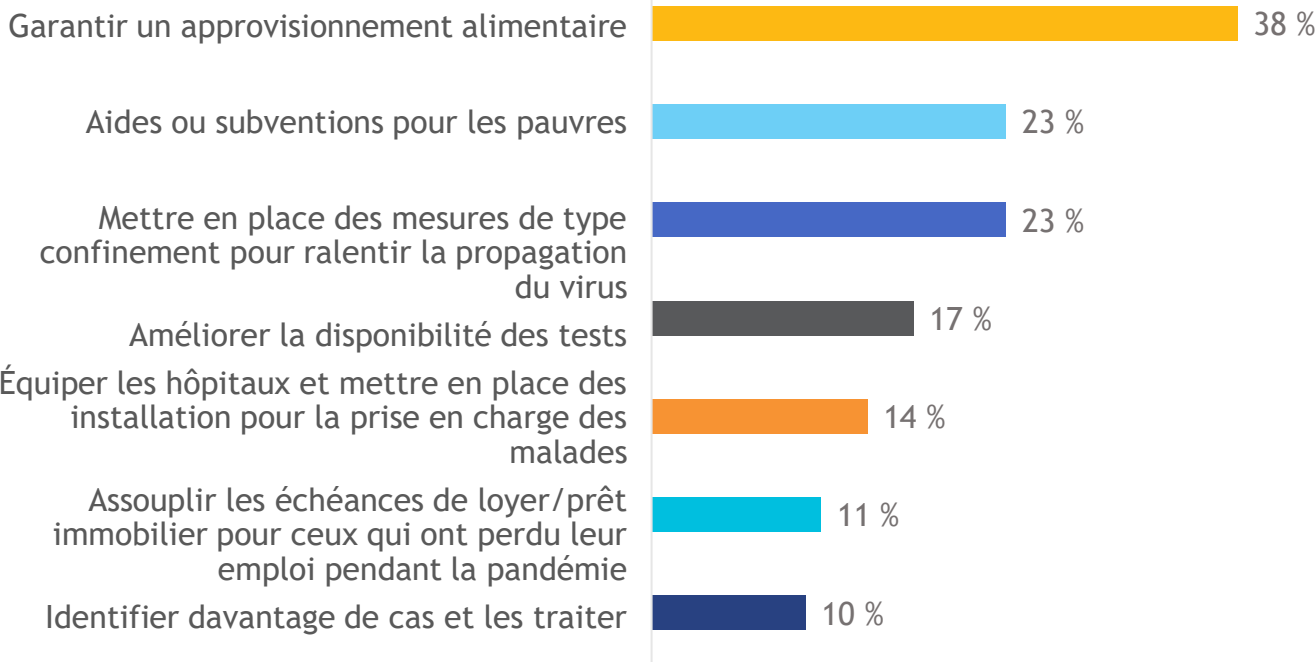
Le versement direct de prestations en espèces, les dérogations et les rations alimentaires gratuites forment la base de la plupart des interventions gouvernementales.

Pays	Mesures prises par le gouvernement pour distribuer de la nourriture et compenser la perte de revenus	Références complémentaires
Inde	- Subvention en espèces aux agriculteurs, aux veuves, aux personnes âgées, aux handicapés, aux titulaires d'un compte Jan Dhan - Rations gratuites	Indice des États de MSC Systèmes alimentaires locaux et COVID-19
Bangladesh	- Distribution de rations gratuites ou bon marché - Versement en espèces (en projet)	Interopérabilité des portemonnaies électroniques au Bangladesh
Indonésie	- Incitatifs pour les personnes mises au chômage dans le secteur informel dans le cadre de la carte de pré-emploi - Formation et indemnisation en espèces pour les personnes qui ont perdu leur emploi - Augmentation des bénéficiaires du programme alimentaire de base - Distribution de produits alimentaires aux pauvres au niveau des collectivités locales	Lancement de programmes de reconversion
Kenya	- Approvisionnement alimentaire des communautés pauvres au niveau local - Distribution d'équipements de protection individuelle (masques, désinfectant) aux populations vulnérables	Le rôle des agents de services financiers digitaux pendant la crise de la COVID-19
Ouganda	Approvisionnement alimentaire des personnes vulnérables	Réponse du gouvernement face à la COVID-19

Le principal souci des ménages pauvres est l'alimentation. Ils comptent par conséquent sur les pouvoirs publics pour les aider à subvenir à leurs besoins

- La reprise pourrait suivre une courbe en U plutôt qu'en V, ce qui signifie que les ménages à faible et moyen revenu auront besoin de l'aide des pouvoirs publics pour subvenir à leurs besoins.
- Il est indispensable d'assurer un approvisionnement alimentaire, faute de quoi le monde risque de retomber dans l'insécurité alimentaire, ce qui entraînerait une augmentation des taux de malnutrition (voir également [ici](#)).

Quelles sont les recommandations que vous feriez au gouvernement pour répondre à l'épidémie de COVID-19 ?*



* Plusieurs réponses enregistrées

Différences par pays dans les demandes de la population

- Inde** : les demandes visent principalement à garantir l'approvisionnement alimentaire et les revenus pendant le confinement.
- Bangladesh** : les gens sont surtout préoccupés par l'évaporation des rations distribuées par le gouvernement, qui a de graves répercussions sur l'approvisionnement alimentaire ; ils souhaitent également une communication plus transparente du nombre de cas réel de COVID-19.
- Indonésie** : les demandes ont trait à une réponse plus rapide et à une meilleure coordination.
- Kenya** : les demandes consistent à prolonger les mesures de confinement, à mettre en œuvre des tests à grande échelle, à fournir un complément de revenu et à faire appliquer des mesures moins strictes sans brutalité policière.
- Ouganda** : les demandes portent entre autres sur une exonération des factures d'eau et d'électricité, un report des échéances de prêts et la sensibilisation des populations rurales.
- Un souhait commun à l'ensemble des pays est celui d'un traitement pour la COVID-19.

Aperçu détaillé des données :
Impact sur la vie digitale



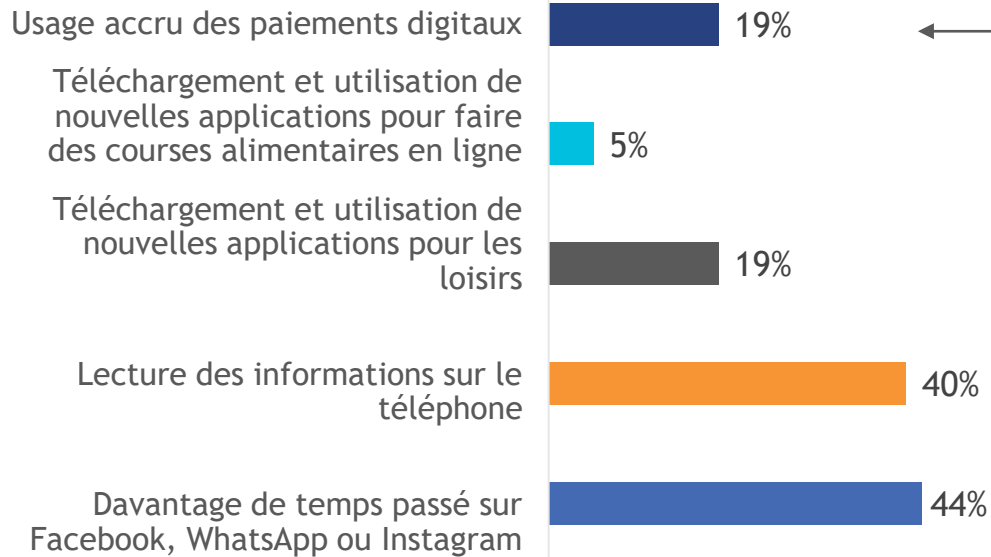
Des habitudes pro-digitales se développent chez les pauvres, avec une augmentation légère à modérée des paiements digitaux

Pour plus de la moitié des personnes interrogées, la restriction auto-imposée ou obligatoire des déplacements a entraîné une augmentation du temps passé sur le téléphone, principalement sur les réseaux sociaux (44 %) ou pour lire les informations (40 %).

Le temps passé sur le téléphone a augmenté, 57%

Le temps passé sur le téléphone est resté le même, 43%

Le temps passé sur le téléphone a surtout augmenté au Kenya (93 %), suivi de l'Indonésie (59 %), de l'Inde (58 %) et de l'Ouganda (38 %). C'est au Bangladesh que l'augmentation est la plus faible (26 %).

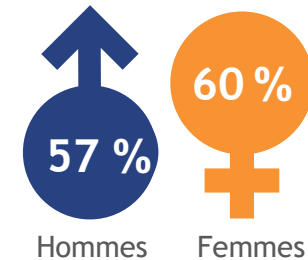


On observe une forte augmentation de l'utilisation des paiements digitaux au Kenya (43 %), sans différence notable entre les sexes.

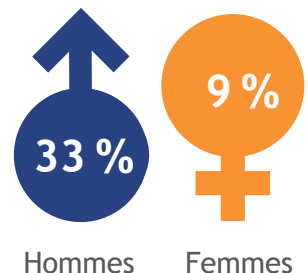
Les hommes sont plus nombreux que les femmes à faire état d'une augmentation du temps passé sur leur téléphone (63 % contre 51 %), à l'exception de l'Indonésie.

70 % des hommes déclarent posséder un smartphone contre 56 % des femmes.

Indonésie : temps passé sur le téléphone



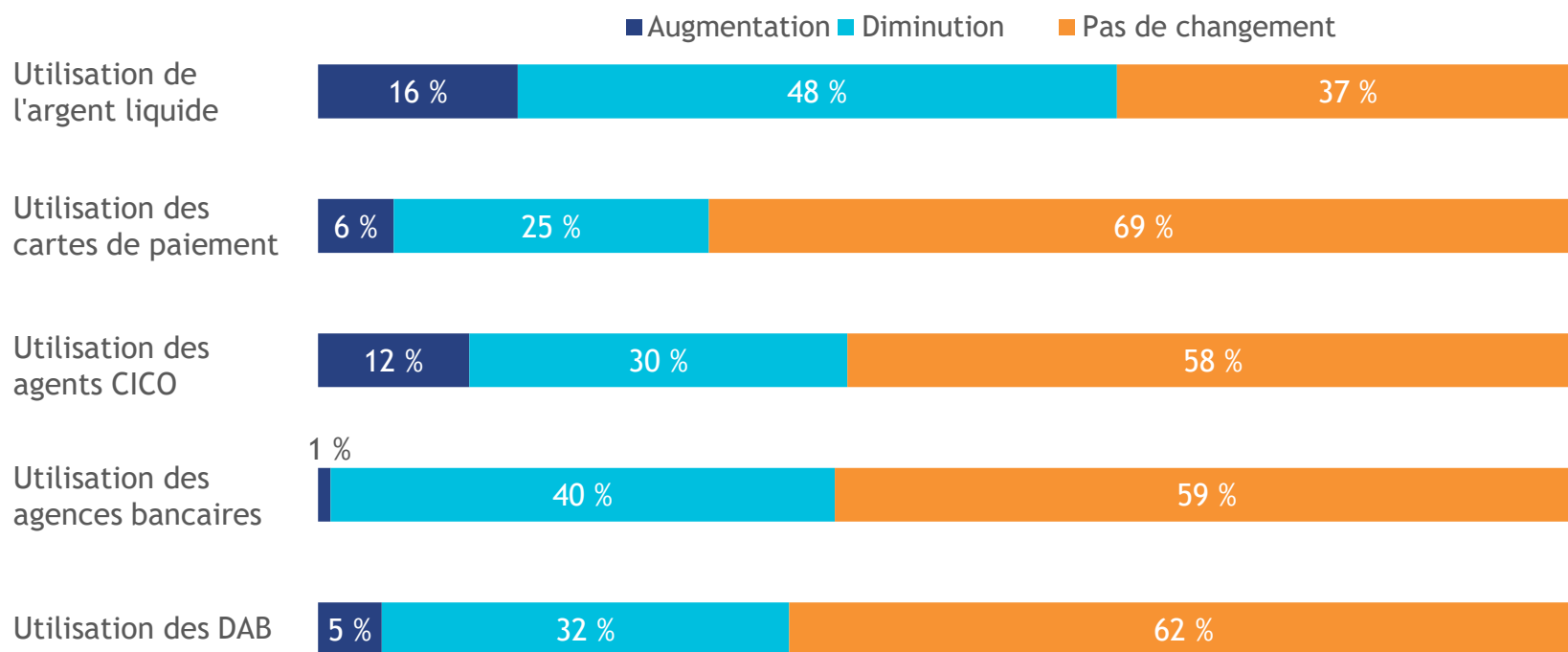
Bangladesh : temps passé sur le téléphone



Bien que le volume des transactions financières ait globalement baissé, l'usage de l'argent liquide a considérablement changé

L'utilisation des cartes de paiement et des distributeurs automatiques de billets (DAB) est la moins affectée. Il semble en outre que l'utilisation plus réduite de la banque a favorisé le recours aux espèces et aux agents de services financiers.

L'utilisation de l'argent liquide a à la fois augmenté et diminué. La diminution peut s'expliquer à la fois par la baisse du nombre de transactions et par la crainte de la propagation de l'infection par les espèces. L'augmentation de l'utilisation de l'argent liquide provient du fait que le segment à faible et moyen revenu conserve des espèces à domicile pour faire face aux dépenses. Cela explique également l'utilisation accrue des agents offrant des services de dépôt et de retrait d'espèces (« CICO » pour *cash-in/cash-out* en anglais). Selon une autre étude simultanée de MSC, plus de 60 % des agents CICO font état d'une augmentation de leurs opérations quotidiennes.



- L'usage des espèces a surtout augmenté au Kenya (35 %), suivi de l'Ouganda (18 %) et de l'Inde (9 %).
- La diminution de l'utilisation des cartes de paiement est très nette chez les hommes au Bangladesh (79 %), en Inde (34 %) et en Indonésie (30 %) ; au Kenya, elle est similaire pour les hommes et les femmes (24 %).
- Le recours aux agents CICO a connu une augmentation en Inde (12 %), en Ouganda (11 %) et au Kenya (23 %).
- La baisse de fréquentation des agences bancaires est particulièrement marquée en Inde (72 %). Bien que les services bancaires soient considérés comme des services essentiels, le pays a encouragé l'utilisation des agents CICO.



Annexe 1 : Conception de l'étude

Conception de l'étude



Objectif de recherche

L'étude avait pour objectif d'évaluer les éléments suivants :

- Connaissance, sensibilisation et attitude à l'égard du virus COVID-19
- Pratiques adoptées pour prévenir la COVID-19
- Impact sur le comportement social, les rôles en fonction du genre, la vie digitale et l'économie domestique
- La réponse du gouvernement : réalité et attentes

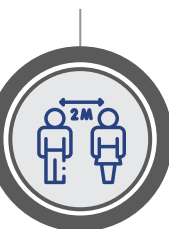
Connaissances



Attitudes



Pratiques



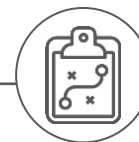
Impact économique



Impact sur l'écosystème digital



Genre



Conception

- **Pays** : Inde, Bangladesh, Indonésie, Kenya et Ouganda
- **Répartition géographique** : zones rurales, urbaines et périurbaines
- **Taille de l'échantillon** : 604 personnes
 - Inde = 144, Bangladesh = 80, Indonésie = 80, Kenya = 153,
 - Ouganda = 147
- **Méthode** : enquête téléphonique
- Les collecteurs de données ont été formés de façon détaillée à la manière de poser les questions, d'approfondir certains points, d'enregistrer les réponses, etc.
- La qualité des données a été vérifiée par des contrôles ponctuels virtuels, des contre-vérifications téléphoniques, l'examen des enregistrements audio et la vérification simultanée des données.
- En raison du caractère limité et non représentatif des échantillons de chaque pays, les résultats sont directionnels et indicatifs et ne doivent pas être généralisés.
- En raison des différences entre pays concernant la composition des échantillons et la situation liée à la COVID-19, nous n'avons pas fait de comparaison inter-pays. Nous présentons à la place des résultats globaux au niveau agrégé et des éclairages propres à chaque pays.

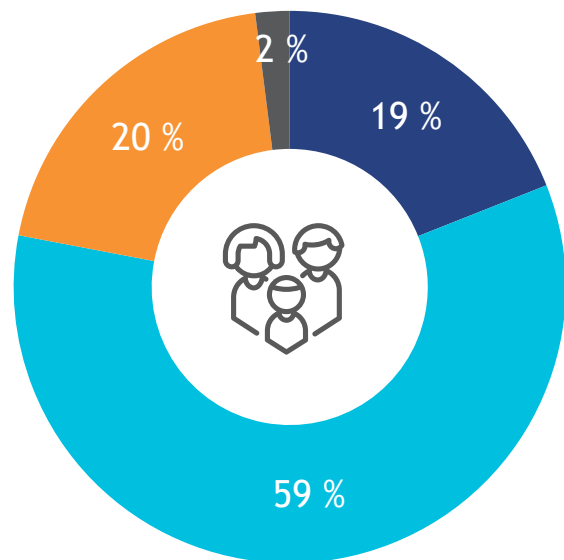


Annexe 2 : Caractéristiques de l'échantillon

Composition de l'échantillon

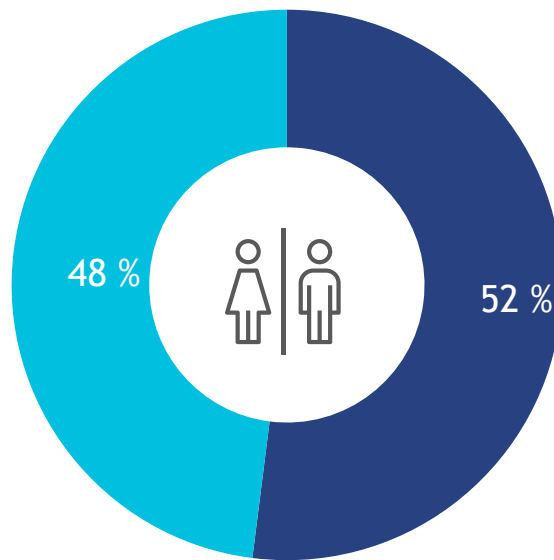
L'échantillon était principalement composé de jeunes et de personnes d'âge moyen, avec une répartition quasi égale entre les sexes et la localisation (urbaine/rurale).

Âge (en années)



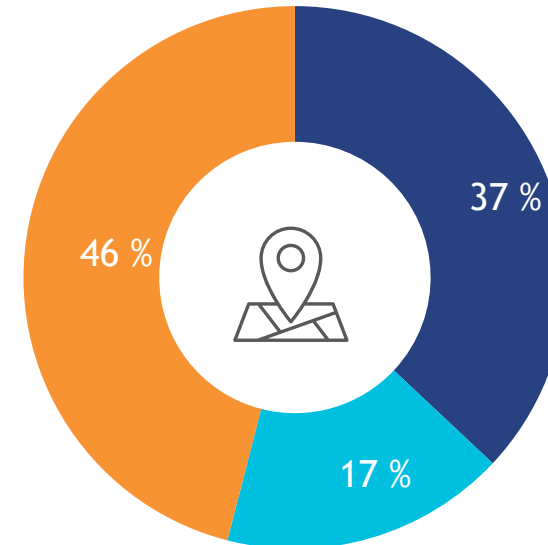
■ 16-25 ■ 26-40 ■ 41-60 ■ 60+

Sexe



■ Hommes ■ Femmes

Localisation



■ Milieu urbain ■ Milieu périurbain ■ Milieu rural

MSC, le spécialiste mondial de l'inclusion financière, économique et sociale



Société internationale de conseil en inclusion financière avec **plus de 20** ans d'expérience



Plus de **180** collaborateurs dans **11** bureaux à travers le monde



Projets dans **~65** pays en voie de développement

Notre impact à ce jour

550+
Clients

Plus de
850 Publications

Contribué au développement des services numériques G2P utilisés par **plus de 875 millions** de personnes

Mis en œuvre
Plus de 850 projets de services financiers digitaux

Plus de **275 produits** et canaux d'inclusion financière que plus de **55 millions** de personnes utilisent aujourd'hui

Formé plus de 9 000 spécialistes de l'inclusion financière de renom dans le monde entier

Quelques-uns de nos partenaires et clients





Plaquette institutionnelle MicroSave | Contactez-nous à : info@microsave.net

Siège en Asie

28/35, Ground Floor, Princeton Business Park,
16 Ashok Marg, Lucknow, Uttar Pradesh, India 226001

Tel : +91-522-228-8783 | Fax : +91-522-406-3773 | Email : manoj@microsave.net

Siège en Afrique

Shelter Afrique House, Mamlaka Road,
P.O. Box 76436, Yaya 00508, Nairobi, Kenya

Tel : +25-420-272-4801 | Fax : +25-420-272-0133 | Email : anup@microsave.net

